

FONDS d'INDEMNISATION des VICTIMES de l'AMIANTE

article 53 de la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000
décret n° 2001-963 du 23 octobre 2001

NOTICE DESTINEE AUX VICTIMES

Le FONDS D'INDEMNISATION est un organisme dont la mission est définie par la loi.

Il a vocation à vous indemniser dans les cas suivants :

- votre maladie est reconnue comme **maladie professionnelle** occasionnée par l'amiante au titre de la législation française de sécurité sociale ou d'un régime assimilé ou de la législation applicable aux pensions civiles et militaires d'invalidité,
- votre maladie est une **maladie dont le constat vaut justification de l'exposition à l'amiante** (voir liste figurant au verso du formulaire),
- vous avez été exposé à l'amiante sur le territoire de la République française et le **lien entre votre maladie et l'exposition à l'amiante** est reconnu par le FONDS après examen par la commission d'examen des circonstances de l'exposition à l'amiante.

DECLARATION DE MALADIE PROFESSIONNELLE

La grande majorité des maladies liées à l'amiante est provoquée par des expositions professionnelles. Si votre maladie n'est pas reconnue comme maladie professionnelle, mais si elle est susceptible, au vu des renseignements que vous avez fournis, d'avoir une origine professionnelle, le FONDS transmet directement à votre organisme de sécurité sociale une demande de reconnaissance. Si nécessaire, un questionnaire complémentaire sur les circonstances d'exposition à l'amiante vous est envoyé par le FONDS.

La reconnaissance du caractère professionnel de la maladie n'est pas une condition nécessaire pour être indemnisé par le FONDS. Pour les maladies dont le constat vaut justification d'exposition à l'amiante, (voir verso du formulaire), l'indemnisation par le FONDS est automatique. Cependant la reconnaissance du caractère professionnel de la maladie peut vous donner accès à d'autres droits.

COMMENT SERA TRAITEE VOTRE DEMANDE D'INDEMNISATION ?

Dans les quinze jours de la réception de votre demande d'indemnisation, le FONDS vous adresse un accusé de réception. Il vous indique si votre dossier est recevable et, s'il ne l'est pas, il vous demande les pièces complémentaires. Le cas échéant, il vous adresse un questionnaire sur les circonstances d'exposition à l'amiante, afin d'établir le lien entre votre maladie et l'exposition à l'amiante. Si le droit à indemnisation est reconnu, le FONDS vous adressera une offre d'indemnisation. Le fonds peut être amené à solliciter des éléments complémentaires d'information afin d'évaluer les préjudices.

Si la nature de votre état nécessite une expertise médicale, le FONDS prend l'initiative de vous faire examiner, à ses frais, par un médecin pour évaluer le préjudice correspondant à votre état de santé. Vous êtes avisé au moins quinze jours avant l'examen médical de la date et du lieu de l'examen, de l'identité et des titres du médecin, de l'objet de l'examen.

Vos frais de déplacement et votre perte de salaire ou de gain sont à la charge du FONDS.

Vous pouvez vous faire assister d'un médecin de votre choix.

Le médecin mandaté par le FONDS vous adresse copie de son rapport dans les vingt jours.

Vous pouvez solliciter auprès de notre médecin, en cas d'empêchement, une autre date d'examen.

A tout moment, le FONDS reste à votre disposition pour apprécier avec vous le meilleur moment de l'expertise médicale.

Le FONDS peut également, dans certains cas, vous demander de passer des examens médicaux. Ceux-ci sont à la charge du FONDS.

DEMANDE DE PROVISION

Lorsque votre maladie est reconnue comme maladie professionnelle ou fait partie des maladies dont le constat vaut justification de l'exposition à l'amiante, telles qu'énumérées au verso du formulaire de demande d'indemnisation, vous pouvez demander au FONDS de vous verser une provision. Il a un mois pour statuer à partir de la réception de votre demande.

QUE CONTIENDRA L'OFFRE D'INDEMNISATION ?

L'offre d'indemnisation indiquera l'évaluation retenue pour chaque chef de préjudice :

Préjudices financiers

- les frais engagés pour vous soigner, restés à votre charge (hospitalisation, chirurgie, pharmacie, rééducation, etc.) ;
- les salaires ou revenus que vous auriez perçus si vous n'aviez pas été malade ; si vous n'exercez pas d'activité rémunérée, des indemnités forfaitaires peuvent vous être allouées ;
- l'incapacité permanente partielle, déterminée par le médecin chargé de vous examiner ou par l'étude du rapport médical établi à la demande de votre organisme social.

Dans tous les cas, sont déduites des montants calculés les sommes payées ou à payer pour l'indemnisation de vos préjudices financiers par les organismes sociaux, employeurs, assureurs...

Préjudices personnels

- les souffrances endurées, physiques et psychiques ;
- les autres préjudices (agrément, esthétique...);

DANS QUEL DELAI INTERVIENDRA L'OFFRE D'INDEMNISATION DU FONDS ?

La loi prévoit que l'offre d'indemnisation doit intervenir dans un délai maximum de six mois à compter de la date à laquelle la demande d'indemnisation est recevable.

Lorsque le FONDS transmet une demande de reconnaissance de maladie professionnelle, ce délai est suspendu jusqu'à la date de la décision de la caisse ou de l'organisation spéciale de sécurité sociale.

L'organisme doit prendre sa décision dans un délai de trois mois renouvelable une fois. Faute de décision dans ce délai, le FONDS dispose d'un délai de trois mois supplémentaires pour statuer.

QUAND SEREZ-VOUS INDEMNISE PAR LE FONDS ?

Si vous acceptez l'offre, au plus tard deux mois après réception de votre accord, le FONDS vous adresse le règlement.

VOS DROITS DE RECOURS

Si vous refusez l'offre, vous disposez d'un délai de deux mois, à compter de la notification de l'offre, pour introduire une action en justice.

Si aucune offre ne vous est présentée à l'expiration du délai prévu, vous disposez d'un délai de deux mois, à compter de cette date, pour introduire une action en justice.

Si le FONDS vous oppose un refus d'indemnisation, vous disposez d'un délai de deux mois, à compter de la notification de la décision du Fonds, pour introduire une action en justice.

L'action en justice doit être introduite devant la cour d'appel de votre domicile (ou de la cour d'appel de Paris à défaut de domicile en France).

AGGRAVATION DU DOMMAGE

Vous pouvez demander la réparation d'une aggravation de votre état de santé.

Vous pouvez obtenir, auprès du Fonds, la communication de votre dossier dans les conditions prévues par la loi du 4 mars 2002.

N'HESITEZ PAS A NOUS ADRESSER TOUS RENSEIGNEMENTS UTILES SUR PAPIER LIBRE.

EN CAS DE DIFFICULTES, N'HESITEZ PAS A CONTACTER PAR TELEPHONE LA PERSONNE EN CHARGE DE VOTRE DOSSIER DONT LE NUMERO FIGURE SUR LES LETTRES QUE VOUS ADRESSE LE FONDS.